Les ressources en eau de la Tunisie sont limitÃ©es et se dÃ©gradent de plus en plus alors que la demande ne cesse d'augmenter. C'est ce qu'a affirmÃ© jeudi Ã  Tunis le directeur gÃ©nÃ©ral des ressource en eau au ministÃ¨re de l'Agriculture, Khalil Bahri.

Intervenant au cours de la consultation nationale sur l'objectif eau dans les Objectifs du dÃ©veloppement durable (ODD)" des Nations unies, le responsable a notÃ© que cette dÃ©gradation devient de plus en plus apparente dont la hausse de la teneur en sel des nappes phrÃ©atique et l'assÃ¨chement au niveau de certaines zones.

Il a rappelÃ© dans ce sens que l'Etat a entrepris des projets en matiÃ¨re d'Ã©conomie d'eau dont la subvention de 60% des Ã©quipements d'Ã©conomie d'eau, le diagnostic des canalisation de l'eau potable pour Ã©viter les fuites et l'utilisation dans certains pÃ©rimÃ¨tres irriguÃ©es de l'eau saumÃ¢tre pour certaines agricultures.

FranÃ§ois BrikkÃ©, chargÃ© de RÃ©seaux senior Ã  Global Water Partnership (GWP), a soulignÃ© que l'objectif des consultations nationales est d'obtenir l'avis de 30 pays clÃ©s sur l'agenda de dÃ©veloppement post 2015 pour l'eau et le dÃ©veloppement durable.

Il s'agit Ã©galement, d'influencer le dialogue politique pour assurer que l'eau ne soit pas nÃ©gligÃ©e dans le futur agenda de dÃ©veloppement. L'eau est au cÅ“ur de l'adaptation aux changements climatiques, la croissance de la demande, de la pollution et des risques de la concurrence dans ce domaine. Une telle situation prÃ©sente une menace mondiale pour la santÃ© et le bien-Ãªtre humain ainsi que pour l'intÃ©gritÃ© des Ã©cosystÃ¨mes, a-t-il dit.

Il a fait remarquer que 5 domaines prioritaires devraient Ãªtre pris en considÃ©ration Ã  savoir l'accÃ¨s universel Ã  l'eau potable, l'assainissement et l'hygiÃ¨ne, l'amÃ©lioration de la qualitÃ© de l'eau, du service et de l'utilisation, le dÃ©veloppement durable des ressources en eau et l'augmentation des bÃ©nÃ©fices.

Autres prioritÃ©s, la gouvernance solide et efficace de l'eau avec des institutions et des systÃ¨mes administratifs plus efficaces, l'amÃ©lioration de la qualitÃ© de l'eau et de la gestion des eaux usÃ©es et la rÃ©duction des risques de catastrophes liÃ©es Ã  l'eau pour protÃ©ger

les groupes vulnÃ©rables et minimiser les pertes Ã©conomiques.

Le secrÃ©taire d'Etat au DÃ©veloppement durable, Mounir Majdoub, a soulignÃ© que cette consultation s'inscrit dans le cadre de la prÃ©paration de l'assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale des Nations Unies prÃ©vue en septembre 2014.

Cette instance adoptera des recommandations en matiÃ¨re des objectifs de dÃ©veloppement durable, lesquels constituent une continuation et en mÃªme temps une nouvelle faÃ§on de voir et de repenser les objectifs du millÃ©naire pour l'annÃ©e 2015.

Il s'agit Ã©galement d'Å“uvrer Ã  intÃ©grer les diffÃ©rentes dimensions de l'activitÃ© humaine dans les milieux naturel et social (rÃ©partition Ã©quitable des ressources et la garantie d'une vie digne pour l'Ãªtre humain).

Pour ce membre du gouvernement, il est nÃ©cessaire de repenser et revoir la faÃ§on de gÃ©rer l'eau via la rÃ©vision des modes de production et de consommation outre le recours Ã  de nouvelles alternatives pour renforcer l'offre Ã  l'instar du dessalement de l'eau de la mer.

Par ailleurs, la consultation est menÃ©e par le ministÃ¨re de l'Ã©quipement, de l'amÃ©nagement du territoire et du dÃ©veloppement durable, en collaboration avec l'organisation ONU-Eau.

- Source : webmanagercenter.com